



*Ouest Guyane*

un territoire, des projets, un avenir

## Décision de la Présidente N° 2023-09/SVCOM

### Portant attribution d'une subvention à l'Association Les Pépites d'Or du 973

#### LA PRESIDENTE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST GUYANAIS

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L-5214-1 et suivants ;
- Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2798 du 29 décembre 1994 portant création de la communauté de communes de l'Ouest guyanais qui regroupe les communes d'Apatou, Awala-Yalimapo, Grand-Santi, Mana, Maripasoula, Papaïchton, Saint-Laurent du Maroni et Saul ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°254-CBC du 21 octobre 2020 portant mise en conformité des compétences transférées et actualisation des statuts de la Communauté des Communes de l'Ouest Guyanais ; Vu la délibération n°2020-39-CCOG-DG portant sur l'élection du Président de la Communauté de communes de l'Ouest Guyanais ;
- Vu** la délibération n°2020-57-CCOG-DG du 13 novembre 2020 portant délégation de pouvoir du Conseil communautaire vers la présidente de la CCOG ;
- Vu** la demande de subvention de l'Association les Pépites d'Or du 973 en date du **10 janvier 2023** ;
- Vu** l'avis de la commission « Culture, Sport, Association et Relation avec les autorités Coutumières » en date du **03 avril 2023**.

#### DECIDE

- Article 1** - Il est attribué une subvention à **l'Association les Pépites d'Or du 973** en vue de l'organisation de l'opération suivante : **« Challenge Pépito 2023 – 5<sup>ème</sup> édition »** qui s'est tenue du **6 avril au 20 mai 2023**.
- Article 2** - Le montant de la subvention est fixé à **4.000 € soit 6,55 %** du coût de l'opération.
- Article 3**- La justification de l'action subventionnée se fera dans les 3 mois suivants son achèvement en transmettant les pièces suivantes : bilan de l'action, le rapport d'activité, le bilan financier de l'opération et toutes pièces justificatives.
- Article 4** -La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.
- Article 5** - La Directrice Générale de Services et le Receveur Principal sont chargés de l'exécution de la présente décision.

**Mana, le**

**La Présidente de la CCOG,**

**Sophie CHARLES**